

## **3<sup>ème</sup> leçon – Les impasses et la chute de la IV<sup>e</sup> République**

### **Objectifs :**

- Comprendre l'impuissance de l'État à régler les problèmes coloniaux.
- Décrire les événements qui précipitent la chute de la IV<sup>e</sup> République.

### **I. L'expérience Mendès-France**

Pierre Mendès-France est investi comme Président du Conseil en juin 1954. Membre du parti radical, il cherche à appliquer un nouveau style de gouvernement :

- Gouverner en dehors des partis et restaurer l'autorité de l'État.
- Prendre vis-à-vis de l'opinion des engagements précis et datés ; c'est la politique du "contrat de gouvernement".
- S'adresser au pays à la radio pour expliquer sa politique.

Ce mode de gouvernement a été alors apprécié par les jeunes et de nombreux intellectuels. Mendès-France a réussi à régler certains problèmes coloniaux avec la signature des accords de Genève en juillet 1954 qui mettent fin à la guerre d'Indochine. La Tunisie, elle, s'engage vers l'autonomie. Mais l'insurrection algérienne éclate le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Mendès-France est renversé le 7 février 1955. L'affaire d'Algérie passe alors au premier plan de la vie politique française.

### **II. Le gouvernement Guy Mollet**

En janvier 1956, les élections voient le succès du "front républicain", une alliance des socialistes, des radicaux et du centre gauche.

Le nouveau gouvernement est dirigé par Guy Mollet, qui est le secrétaire général de la SFIO. Il s'agit du gouvernement le plus long de la IV<sup>e</sup> République, soit 16 mois.

Le gouvernement Mollet a accompli une œuvre importante dans des domaines variés :

- Sur le plan social : troisième semaine de congés payés.
- Sur le plan européen : signature du traité de Rome.
- Sur le plan colonial : indépendance de la Tunisie et du Maroc. Vote de la loi-cadre Defferre.

Mais il échoue sur le problème algérien. D'abord partisan de la recherche d'une solution négociée, Guy Mollet change d'avis après un voyage à Alger où il est mal accueilli par les Français d'Algérie. Il décide alors de renforcer la lutte armée contre le FLN (Front de Libération National) par :

- l'envoi du contingent et l'allongement de la durée du service militaire.
- une très grande liberté d'action laissée à l'armée sur le terrain : en octobre 1956, l'avion transportant Ben Bella, un des chefs du FLN, est détourné sans que le gouvernement français ait été averti.
- l'expédition de Suez contre l'Égypte.
- la bataille d'Alger, en 1957, où les parachutistes du général Massu quadrillent la ville et neutralisent les réseaux du FLN.

Les conséquences de cette politique sont désastreuses : c'est un gouffre financier pour l'économie française ; la France se retrouve très isolée diplomatiquement. L'opinion française est de plus en plus divisée sur l'évolution des événements.

### III. L'impuissance du régime

Guy Mollet est renversé en mai 1957. Il s'ensuit une période de grande instabilité et de confusion, qui va finir par discréditer le régime. En mai 1958, P. Pflimlin (MRP) est nommé Président du Conseil ; il est considéré comme un partisan des négociations avec le FLN. Le 13 mai, jour de son investiture à l'Assemblée, est organisée à Alger une grande manifestation en faveur de l'Algérie française. Un comité de salut public est formé avec le soutien des chefs militaires présents à Alger.

Le comité de salut public ne reconnaît pas l'autorité du gouvernement de Paris : c'est une situation insurrectionnelle, qui risque de s'étendre à la métropole. On entrevoit même le spectre de la guerre civile.

#### Document : La une du Figaro, le 14 mai 1958



À Alger, beaucoup pensent que seul le général de Gaulle est en mesure de

sauver la situation. De Gaulle sort alors de sa retraite et se dit prêt à « assumer les pouvoirs de la République », mais il veut que cela se fasse d'une manière légale. La situation reste troublée pendant plusieurs jours, et, finalement, le 21 mai, le Président de la République Coty charge de Gaulle de former un gouvernement. Le général de Gaulle n'accepte qu'à la condition que la Constitution soit changée. Le 1<sup>er</sup> juin, il est investi et autorisé à préparer une nouvelle Constitution. Les adversaires de De Gaulle lui ont reproché d'être venu au pouvoir en ayant organisé un complot. En réalité, il a su tirer parti des circonstances.

Peu de Français regretteront la IV<sup>e</sup> République. Pourtant, si elle a échoué sur le plan politique, elle a plutôt bien réussi dans le domaine économique. La IV<sup>e</sup> République a connu 24 gouvernements en 12 ans. Elle s'est caractérisée par l'impossibilité de constituer une majorité solide qui aurait été nécessaire pour régler des problèmes graves

### **Questions de cours**

1. Pourquoi l'expérience de Pierre Mendès-France comme Président du Conseil correspond-elle à une pratique nouvelle du pouvoir sous la IV<sup>e</sup> République ?
2. Quels partis forment le Front républicain en 1956 ?
3. Décrivez les événements du 13 mai 1958 ?
4. Quelles furent les conséquences politiques de la crise du 13 mai 1958.

### **Exercice 66**

Rédigez une biographie de quelques lignes sur les personnalités politiques suivantes :

- Pierre Mendes-France
- Guy Mollet.



## EN FIN DE FASCICULE : CORRIGES DES EXERCICES NON A SOUMETTRE

### 3<sup>è</sup> leçon :

#### Question de Cours :

1. Pierre Mendes-France cherche à appliquer un nouveau style de gouvernement. Il gouverne en dehors des partis et souhaite restaurer l'autorité de l'État. Il prend vis-à-vis de l'opinion des engagements précis et datés ; c'est la politique du "contrat de gouvernement".
2. Le Front Républicain est composé des Socialistes, des Radicaux et des partis politiques de centre-gauche.
3. Le 13 mai, jour de son investiture à l'Assemblée, est organisée à Alger une grande manifestation en faveur de l'Algérie française. Un comité de salut public est formé avec le soutien des chefs militaires présents à Alger.
4. À la suite de la crise du 13 mai 1958, le général de Gaulle est nommé Président du Conseil de la V<sup>e</sup> République avec pour mission de régler la crise algérienne mais aussi de réformer les institutions.

#### Exercice 66

**PIERRE MENDES-FRANCE** : (1907-1982) Avocat à 20 ans, député radical à 25 ans, sous-secrétaire d'État dans le second gouvernement Blum en 1938, Pierre Mendès France rejoint Londres en 1942. À la libération, il est ministre de l'Économie Nationale mais, en désaccord avec le général de Gaulle car il souhaite une politique économique de rigueur et de lutte contre l'inflation, il démissionne en avril 1945. Progressivement, il acquiert l'image d'un homme politique courageux, rigoureux et compétent. C'est vers lui que se tourne la classe politique après Dien Bien Phu et il devient Président du Conseil le 18 juin 1954. Son opposition irréductible aux institutions de la V<sup>e</sup> République le met progressivement en marge de la vie politique, sans que cesse jamais, jusqu'à sa mort en 1982, l'admiration qu'il avait suscitée.

**GUY MOLLET** : (1905-1975) Il adhère à la SFIO en 1923. Prisonnier de guerre en 1941, résistant, maire d'Arras en 1945, il est secrétaire général de la SFIO de 1946 à 1969. Député du Pas-de-Calais en 1945, régulièrement réélu, il est plusieurs fois ministre d'État sous la IV<sup>e</sup> République et vice-président du Conseil de mars à juillet 1951. Cofondateur avec Pierre Mendès-France du Front républicain, il devient président du Conseil le 31 janvier 1956, mais s'engluie dans le problème algérien et échoue dans l'affaire de Suez en 1956. Démissionnaire le 21 mai 1957, il est vice-président dans le cabinet Pflimlin, puis, après le 13 mai 1958, il se rallie à de Gaulle dont il est ministre d'État de juin 1958 à janvier 1959. En 1962, contre l'élection présidentielle au suffrage universel, il se lance dans une opposition farouche au régime. Il est l'un des fondateurs, en 1965, de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste, FGDS. De plus en plus isolé face à la montée de Mitterrand, il ne se reconnaît pas dans le nouveau parti socialiste né du congrès d'Epinay en 1971.